



Conseil du Système alimentaire montréalais

Plan d'action intégré – document synthèse

2020-2022



Table des matières

Contexte général.....	5
Orientation 1	
Améliorer l'accès au marché montréalais pour les produits locaux.....	8
Orientation 2	
Diminuer l'empreinte écologique du système alimentaire.....	14
Orientation 3	
Réduire l'insécurité alimentaire des personnes vulnérables.....	21
Orientation 4	
Améliorer la qualité nutritionnelle de l'alimentation.....	31
Orientation 5	35
Œuvrer pour la consolidation des projets structurants et la collaboration intersectorielle au sein du système alimentaire montréalais	35
Conclusion	40
Remerciements.....	41

LISTE DES ACRONYMES

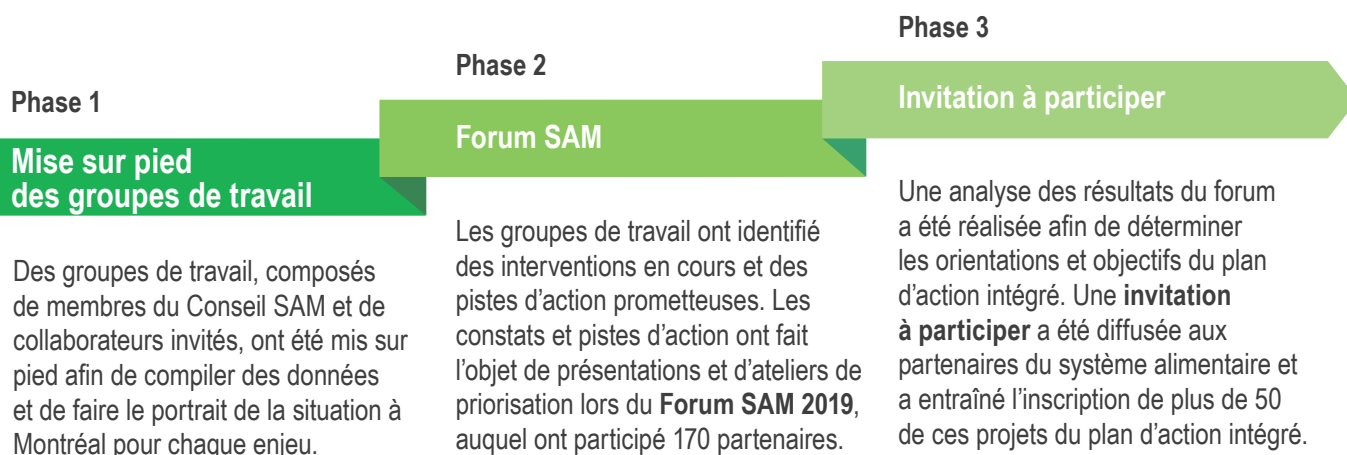
ASC	Agriculture soutenue par la communauté
AU	Agriculture urbaine
CIBIM	Conseil des Industries Bioalimentaires de l'Île de Montréal
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GMR	Gestion des matières résiduelles
HRI	Hôtellerie, restauration et institutions
IA	Insécurité alimentaire
ICI	Industries, commerces et institutions
MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
NZWC	National Zero Waste Council
ODD	Objectifs du développement durable des Nations Unies
PAGIEPS	Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale
PAMAA	Plan d'action métropolitain de mise en valeur du territoire et des activités agricoles
PDZA	Plan de développement de la zone agricole
PGPS	Politique gouvernementale de prévention en santé
PME	Petites et moyennes entreprises
SAM	Système alimentaire montréalais
TPE	Très petites entreprises

Contexte général

Ce plan d'action intégré est une première réalisation du Conseil du Système alimentaire montréalais (Conseil SAM), établi en octobre 2018, et de ses 200 partenaires. La création du Conseil SAM est la réponse au besoin exprimé par la communauté montréalaise d'avoir une instance régionale de concertation en alimentation. Le Conseil SAM porte la mobilisation d'acteurs actifs en alimentation issus d'une multitude de secteurs afin de réaliser une **vision commune : une alimentation saine, diversifiée, de proximité, abordable et durable pour tous et toutes.**

Démarche de la planification

Les travaux liés à cette planification stratégique ont débuté à la suite du lancement officiel du Conseil SAM, le 16 octobre 2018. La réflexion et l'analyse pour arriver au présent plan d'action ont été réalisées en trois phases :



Ce travail de concertation et le présent plan d'action intégré s'inscrivent dans l'effort collectif d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Parmi les 17 ODD, le présent plan d'action touche particulièrement ces six objectifs :



Pour cette planification stratégique, le Conseil SAM a adopté une **approche systémique**. Cinq enjeux liés à l'alimentation de la population montréalaise ont été priorités.

Ces enjeux prioritaires s'incarnent dans les **cinq principales orientations** qui structurent le présent plan d'action :

- 1** Améliorer l'accès au marché pour les produits locaux
- 2** Diminuer l'empreinte écologique du système alimentaire
- 3** Réduire l'insécurité alimentaire des personnes vulnérables
- 4** Améliorer la qualité nutritionnelle de l'alimentation
- 5** Œuvrer pour la consolidation des projets structurants et la collaboration intersectorielle au sein du système alimentaire montréalais

Quatre **enjeux transversaux** ont aussi été identifiés :

1 La gouvernance participative	2 Un système d'indicateurs
3 Le transfert des connaissances	4 La résilience

Les cinq orientations du plan d'action se déclinent en 17 objectifs généraux. Ce plan d'action intégré compte sur la participation de 55 organisations, instances gouvernementales et associations qui ont inscrit plus de 92 projets répondant aux objectifs du plan.

Ce plan d'action se dit intégré, car il est composé de multiples actions convenues entre partenaires, réalisées individuellement ou en partenariat, et visant à atteindre des cibles communes de résultats mesurables.

Stratégie de mise en œuvre : Par le biais du plan d'action intégré, le Conseil SAM vise à favoriser le maillage entre les acteurs qui portent des projets s'inscrivant dans des objectifs communs en créant des espaces de partage et de concertation. Les résultats et apprentissages tirés de ce processus seront partagés avec la communauté montréalaise.

Limites et leçons du processus : La planification stratégique en vue du plan d'action intégré a été effectuée à partir des expertises des partenaires et des données disponibles. Ce processus se veut itératif et est perfectible. Le Conseil SAM s'engage à trouver des moyens de faciliter la participation de tous les acteurs concernés par les enjeux du système alimentaire et de susciter la production de données nécessaires pour comprendre l'évolution de ces enjeux.

Note sur le contexte de la COVID-19

La crise sanitaire est survenue au moment où ce plan d'action était sur le point d'être finalisé. Quelques constats doivent être soulignés :

- La notion de la résilience, déjà identifiée comme enjeu transversal, devient un concept clé qui doit encadrer la mise en œuvre du plan d'action intégré.
- Les impacts de la crise sanitaire sur les acteurs du système alimentaire et leurs capacités d'agir risquent de transparaître dans le bilan des actions.
- La pression que la crise sanitaire exerce sur le système alimentaire semble mettre en évidence les failles qui avaient déjà été identifiées lors de la planification stratégique, en plus d'engendrer des défis supplémentaires.

Par conséquent, le Conseil SAM a ajouté une action sous l'Orientation 5, soit la *Démarche pour une relance durable et la résilience du système alimentaire montréalais*. Cette démarche sera ancrée dans la planification stratégique déjà effectuée, mais abordera les enjeux en portant une attention particulière à la résilience face aux crises futures, qu'elles soient sanitaires, économiques ou écologiques.

Améliorer l'accès au marché montréalais pour les produits locaux

Problématique et données

Un marché est un système d'échanges où se croisent l'offre et la demande en matière de produits alimentaires. Avec une population de près de 2 millions de personnes, l'agglomération de Montréal constitue de loin le principal bassin de population à nourrir au Québec. L'offre aussi est importante, alors que la région de Montréal fournit 27 % des emplois bioalimentaires du Québec, soit 139 100 (MAPAQ, 2017). Le marché montréalais est constitué des sources d'approvisionnement et de quatre grands canaux de distribution illustrés dans la figure ci-dessous.



Malgré l'importance de ce marché, la part des aliments provenant de l'extérieur du Québec est toujours très importante et les producteurs et transformateurs locaux rencontrent des obstacles dans la recherche de débouchés pour leurs produits. Il convient donc de favoriser l'accès au marché montréalais pour les produits locaux afin de renforcer l'activité des entreprises du secteur et d'assurer leur pérennité.

Le milieu de la production et les quatre canaux de distribution de la région montréalaise sont caractérisés par des enjeux qui leur sont propres. Soulignons, entre autres, ceux-ci :

- ▶ **Production périurbaine** : 97 % des superficies cultivées dans la région de Montréal sont louées par les producteurs agricoles (MAPAQ, 2018). La location des terres (dont les coûts sont très élevés) par les producteurs agricoles engendre une forte incertitude pour ceux-ci, sans compter qu'ils doivent composer avec l'enjeu de la spéculation.
- ▶ **Production urbaine** : Selon les données disponibles, pas moins de 23 entreprises agricoles enregistrées seraient en activité à l'extérieur de la zone agricole permanente de l'agglomération de Montréal (CRETAU, 2019). Leur principal défi est la difficulté d'accéder à des espaces productifs, en plus de ne pas pouvoir disposer des mêmes aides financières ou techniques que les producteurs en zone verte (Atomei et al., 2019).
- ▶ **Vente directe** : La vente directe peut se faire par des programmes d'agriculture soutenue par la communauté (ASC), par la vente en ligne et la livraison ou dans les marchés publics. Les défis rencontrés concernent, par exemple, la difficulté d'implanter des points de chute dans les commerces du centre-ville et celle de livrer les produits à cause des problèmes de circulation.
- ▶ **Le marché institutionnel** : Ce marché, déjà largement occupé par de grandes entreprises, est difficile à pénétrer pour les producteurs et transformateurs locaux. L'approvisionnement d'institutions dispersées sur l'île de Montréal devant procéder de la même façon pour de grands volumes entraîne son lot de défis logistiques. De plus, le processus d'appel d'offres est rigide et les accords de commerces internationaux restrictifs limitent la capacité de prioriser les aliments locaux pour les institutions.
- ▶ **Le commerce de détail alimentaire** : Les conditions d'accès aux grandes chaînes sont difficiles pour les producteurs et transformateurs : il y a souvent peu de flexibilité dans les contrats d'approvisionnement des bannières; il faut être en mesure de fournir des volumes parfois importants; et il faut que les produits « sortent », ce qui peut impliquer que les entrepreneurs doivent aller sur place pour promouvoir et faire connaître leur produit pour s'assurer qu'ils sont achetés par les clients.
- ▶ **Le marché de la restauration** : Les principaux obstacles rencontrés par les restaurateurs dans l'augmentation de la part d'aliments locaux concernent la marge de profit parfois réduite vis-à-vis du coût des aliments, ainsi que des difficultés logistiques liées au transport.

Stratégies prometteuses

Face aux nombreux obstacles pour augmenter la production urbaine et périurbaine ainsi que pour augmenter la part des produits locaux dans les canaux de distribution, une multitude de stratégies ont été identifiées. Le réseau du Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan recommande de promouvoir une approche de développement durable territorial, de renforcer les liens entre les villes et les régions, et de reconnecter les consommateurs avec les produits locaux (BCFN et MUFPP, 2018).

L'ensemble de ces stratégies font partie du développement d'un système alimentaire territorialisé (SAT) qui valorise une alimentation de proximité.

- ▶ **Stratégies pour augmenter la production périurbaine et urbaine** : elles touchent aux politiques publiques municipales, à l'accès aux terres/terrains, au soutien technique, à la communication et au transfert de connaissances, etc.
- ▶ **Stratégies pour favoriser la présence des produits québécois sur le marché montréalais** : elles sont en lien avec le soutien aux PME pour la mise en marché (marketing), la collaboration entre commerces de détail, distributeurs et PME pour accroître la disponibilité et visibilité des produits locaux, le soutien à l'adoption de politiques d'approvisionnement local dans les institutions et leur mise en œuvre, la réglementation municipale (pour utilisation du domaine public pour établir des points de chute, par exemple), etc.

Cibles et ancrages politiques

- ▶ **Objectifs du développement durable des Nations unies**
 1. Objectif 11.a : Favoriser l'établissement de liens économiques, sociaux et environnementaux positifs entre zones urbaines, périurbaines et rurales en renforçant la planification du développement à l'échelle nationale et régionale.
 2. Objectif 8.9 : D'ici à 2030, élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à développer un tourisme durable qui crée des emplois et mettre en valeur la culture et les produits locaux.
- ▶ **Politique bioalimentaire du Gouvernement du Québec**

1.2 Promouvoir et valoriser les produits bioalimentaires d'ici.
- ▶ **Plan d'action métropolitain de mise en valeur du territoire et des activités agricoles de la Communauté métropolitaine de Montréal**

Augmenter de 6 % des terres cultivées à l'échelle métropolitaine d'ici 2031.

Les objectifs généraux pour le plan d'action intégré

1.1

Améliorer l'accessibilité des produits locaux aux canaux de distribution du marché montréalais, notamment dans les institutions montréalaises du réseau de la santé et les écoles primaires et secondaires.

1.2

Faire connaître et valoriser les produits locaux auprès des hôtels, restaurants et institutions (HRI) et du grand public.

1.3

Favoriser le développement d'une production agricole de proximité.

1.4

Outiller les petites et moyennes entreprises (PME) et les très petites entreprises (TPE) pour accroître leur accès au marché montréalais.

OBJECTIF GÉNÉRAL 1.1

Améliorer l'accessibilité des produits locaux aux canaux de distribution du marché montréalais, notamment dans les institutions montréalaises du réseau de la santé et les écoles primaires et secondaires.

Objectifs spécifiques	Porteurs	Projets
1.1.1 Augmenter la part d'aliments du Québec dans les institutions montréalaises	Équiterre	Fiches pratiques en alimentation institutionnelle Produire six fiches pratiques pour présenter le contexte, les défis et les leviers en matière d'approvisionnement local et écoresponsable dans les institutions scolaires, les établissements de santé et les milieux de travail (parapublics et sociétés d'État).
		Une alimentation institutionnelle exemplaire pour Montréal Consolider les bonnes pratiques et l'accompagnement d'une cohorte d'institutions pour augmenter l'offre de produits locaux et durables.
1.1.2 Favoriser l'intégration de l'achat local dans les politiques d'approvisionnement	Conseil SAM	Promotion des politiques publiques favorisant l'achat local Sensibiliser les décideurs aux retombées de l'achat local pour les Montréalais, par le partage d'outils et de recherches connexes.

OBJECTIF GÉNÉRAL 1.2

Faire connaître et valoriser les produits locaux auprès des hôtels, restaurants et institutions (HRI) et du grand public.

Objectifs spécifiques	Porteurs	Projets
1.2.1 Mettre à la disposition des acheteurs des outils pour faciliter l'achat d'aliments du Québec.	Association québécoise de la distribution de fruits et légumes (AQDFL)	fraicheurquebec.com Maintenir à jour et bonifier un site web regroupant les producteurs québécois de fruits et légumes et leurs produits, ainsi que d'autres informations pertinentes pour les acheteurs concernant le secteur des fruits et légumes du Québec.
	Aliments du Québec	Aliments du Québec au menu Augmenter le nombre d'établissements certifiés « Aliments du Québec au menu » à Montréal. Créer des opportunités d'achats, d'échanges et de distribution. Mettre de l'avant et à la disposition du milieu HRI les pratiques exemplaires. Parler au public de l'approvisionnement local en institutions et dans les restaurants.
1.2.2 Faire connaître auprès du grand public les Aliments du Québec et les HRI qui les privilégient.	Tourisme Montréal	MTLàTABLE Sensibiliser et faciliter l'approvisionnement en produits québécois. Mettre en valeur des produits québécois dans tous les menus des restaurants participants. Publier un « Répertoire des produits québécois » pour les restaurants participants.
		Plan de développement de la gastronomie montréalaise Mettre en place, de façon collaborative, un plan de développement, des pistes d'action et un plan de mobilisation des partenaires pour positionner Montréal comme la capitale gastronomique d'Amérique du Nord.

OBJECTIF GÉNÉRAL 1.3

Favoriser le développement d'une production agricole de proximité.

Objectifs spécifiques	Porteurs	Projets
1.3.1 Favoriser l'adoption de politiques ou de règlements visant l'agriculture urbaine.	Ville de Montréal	Élaborer une vision stratégique en agriculture urbaine pour la Ville de Montréal Démarche collaborative pour établir des priorités et des stratégies de développement pour une production agricole commerciale et citoyenne de proximité.
	Laboratoire sur l'agriculture urbaine (AU/Lab)	Programme d'accompagnement et de formation à la planification de l'agriculture urbaine Accompagner et mener des projets d'expérimentation pour documenter les meilleures pratiques en agriculture urbaine. Organiser et donner, en partenariat, des formations aidant la planification de l'agriculture urbaine dans le cadre de politiques urbaines (école d'été, UMQ, Cégep de Victoriaville).
	Cultiver Montréal	Rendez-vous des agricultures montréalaises Organiser une rencontre de présentation et d'échanges sur l'agriculture urbaine destinée aux fonctionnaires des arrondissements.
1.3.2 Favoriser la création d'exploitations urbaines (hors de la zone agricole) sur toit, au sol, en intérieur.	Ville de Montréal, Carrefour de recherche, d'expertise et de transfert en agriculture urbaine du Québec (CRETAU) et MAPAQ	Étude sur le potentiel économique de l'AU Évaluer le potentiel économique de l'agriculture urbaine commerciale (fermes maraîchères sur toit, au sol, en intérieur : hydroponie, production de champignons, élevage d'insectes, aquaculture, production de micropousses, etc.). Ce programme vise aussi à étudier les modèles économiques des fermes urbaines et à leur offrir un accompagnement.
1.3.3 Inciter les propriétaires à rendre disponibles des espaces pour la pratique de l'agriculture.	Communauté métropolitaine de Montréal	Arterre Accompagner et jumeler des aspirants agriculteurs avec des propriétaires de terres, de bâtiments agricoles ou des agriculteurs sans relève.
1.3.4 Accroître la superficie destinée à une agriculture urbaine écologique et durable.	Ville de Montréal	Paysage humanisé de L'Île-Bizard Assurer la protection et la mise en valeur de la zone champêtre de l'île Bizard par la mise en place d'une aire protégée en territoire habité.
		Analyser le potentiel agricole du Grand parc de l'Ouest Consulter la population afin de définir les orientations à mettre de l'avant dans le projet du Grand parc de l'ouest, notamment le potentiel agricole du territoire.

OBJECTIF GÉNÉRAL 1.4

Outiller les petites et moyennes entreprises (PME) et les très petites entreprises (TPE) pour accroître leur accès au marché montréalais.

Objectifs spécifiques	Porteurs	Projets
1.4.1 Consolider les espaces de vente directe des produits du Québec à Montréal (B to C).	Réseau des fermiers de famille	Ouvrir l'espace public au Réseau des fermiers de famille Adapter la réglementation pour la vente et l'installation de points de livraison des fermiers de famille sur le domaine public afin de favoriser l'accès aux aliments frais, locaux et biologiques.
	Corporation de gestion des marchés publics de Montréal, Ville de Montréal	Études de marché sur les marchés publics de Montréal Réaliser des études de marché afin de guider le repositionnement commercial de chacun des grands marchés publics (marché Jean-Talon, marché Atwater et marché Maisonneuve). Ces études orienteront les efforts de recrutement de nouvelles entreprises et le mix commercial de chacun des marchés.
1.4.2 Accompagner les très petites entreprises (TPE) afin de répondre aux exigences des plus gros acheteurs (B to B).	CIBIM	Rencontres d'acheteurs Effectuer du maillage avec les entreprises qui fournissent les aliments du Québec (producteurs et transformateurs) et les responsables d'approvisionnement dans les institutions et les commerces de détail.
		Parcours entrepreneur en agroalimentaire Soutenir le transfert de compétences et d'expérience afin de développer les capacités des gestionnaires d'entreprises bioalimentaires, et les accompagner dans la résolution des enjeux de croissance.
1.4.3 Créer des espaces de mutualisation pour les entreprises de production urbaine.	Centrale agricole : coopérative de solidarité de producteurs urbains	Centrale agricole : coopérative de solidarité de producteurs Offrir des locaux adéquats à prix abordables aux entreprises d'agriculture urbaine; offrir également à ses membres des espaces collectifs de transformation, de réseautage et de formation favorisant la recherche et développement, l'innovation et les synergies.
	Boco Boco	Boco'loco Développer une cuisine collaborative pour partager son local avec d'autres entrepreneurs en alimentation en démarrage.
	Le Grand Potager	Centre de jardin Grand Potager Créer des opportunités de mise en marché collective et encourager la mise en commun de ressources pour favoriser la croissance de ce marché novateur.

Diminuer l'empreinte écologique du système alimentaire

Problématique et données

L'empreinte écologique représente, d'une part, la surface de la Terre nécessaire aux ressources naturelles utilisées pour satisfaire l'ensemble des besoins humains (logement, vêtements, transport, alimentation, etc.) et, d'autre part, les étendues nécessaires pour absorber les déchets et rejets de ces activités, en particulier les émissions de carbone (dans le calcul de l'empreinte écologique, elles correspondent à la quantité de forêts nécessaire pour absorber les émissions de CO₂). Selon les dernières estimations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les émissions de GES liées aux systèmes alimentaires représenteraient entre 25 et 30 % des émissions mondiales de GES ([IPCC, 2020](#)).

En 2050, nous serons 10 milliards d'humains sur la planète, 9,5 millions au Québec et près de 2,5 millions à Montréal ([Institut de la statistique du Québec, 2019](#)). La hausse démographique prévue entraînera une hausse des besoins et aura un impact certain sur l'environnement, alors que le régime nord-américain — riche en viandes, en produits importés et hautement transformés — est déjà néfaste pour l'environnement (Willett et al., 2019) et qu'un tiers des aliments produits sur la planète sont gaspillés (FAO, 2011).

Selon le Projet Drawdown, les troisième et quatrième meilleures solutions pour la réduction des GES sont respectivement la réduction du gaspillage alimentaire et une alimentation riche en protéines végétales ([Drawdown Project, 2019](#)). Ces recommandations rejoignent celles de la commission EAT-Lancet, auxquelles s'ajoute l'importance d'agir aussi sur les systèmes de production alimentaire (Willett et al. 2019). Les trois thèmes abordés dans le cadre des travaux du groupe portent donc sur :

- la réduction du gaspillage alimentaire et des matières résiduelles;
- les choix alimentaires écologiques et durables;
- l'agriculture urbaine.

Stratégies prometteuses

Pour augmenter la consommation de produits à base végétale et diminuer la consommation de protéines animales, les stratégies misent sur :

- L'environnement alimentaire. Agir sur l'environnement alimentaire pour promouvoir une alimentation plus écoresponsable peut passer par des politiques et des programmes publics.

- Les comportements individuels. Cela peut passer par des campagnes de sensibilisation visant des changements de comportements individuels.
- Le développement de compétences alimentaires, notamment par l'éducation aux enfants et aux jeunes.

Concernant la réduction du gaspillage alimentaire et des matières résiduelles, les stratégies touchent :

- La réduction à la source, la réutilisation, le recyclage et la valorisation, c'est-à-dire l'application de l'approche des « 3RV » de Recyc-Québec ou celle de la pyramide de gestion des résidus alimentaires.
- La réglementation, comme la « loi Garrot » en France.
- La sensibilisation, qui doit viser l'ensemble des maillons du système alimentaire et promouvoir des changements normatifs.
- L'acquisition de données montréalaises, afin de mieux comprendre le gaspillage alimentaire à Montréal et de mesurer l'impact des interventions.
- La récupération alimentaire par le réseau de sécurité alimentaire;
- L'intégration d'initiatives d'économie circulaire qui, en revisitant la conception du système de production, visent à améliorer le cycle de vie et la chaîne de valeur des produits et services.

En ce qui a trait à l'agriculture urbaine, qui est en soi une stratégie pour réduire l'empreinte écologique du système alimentaire, les stratégies concernent le potentiel d'une production de proximité comme source de fruits et légumes biologiques. Elles passent donc par :

- Le soutien à la production de fruits et légumes biologiques. Une étude montre que Montréal pourrait devenir autosuffisante en légumes frais en colonisant les toits par des systèmes de production performants (Haberman et al., 2014).
- La promotion de choix écoresponsables par l'AU, car celle-ci peut agir comme vecteur de prise de conscience sur les enjeux à l'intersection entre environnement et alimentation.
- L'acquisition de données sur les bénéfices écosystémiques de l'AU, puisque les bénéfices et les impacts environnementaux associés à l'agriculture urbaine varient en fonction du type de projet, des porteurs et de l'espace accueillant celui-ci.

Cibles et ancrages politiques

► Objectifs du développement durable des Nations unies

Objectif 12.3 : D'ici à 2030, réduire de moitié à l'échelle mondiale le volume de déchets alimentaires par habitant au niveau de la distribution comme de la consommation et réduire les pertes de produits alimentaires tout au long des chaînes de production et d'approvisionnement, y compris les pertes après récolte.

► Politique bioalimentaire du Gouvernement du Québec

1. Piste d'action 3.4.1 Renforcer les initiatives permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre du secteur bioalimentaire et sa vulnérabilité aux changements climatiques.
2. Piste d'action 3.4.6 Réduire le gaspillage et les pertes alimentaires, et favoriser les dons alimentaires.

Les objectifs généraux pour le plan d'action intégré

2.5

Réduire le gaspillage alimentaire et les matières résiduelles.

2.6

Promouvoir des choix sains et écoresponsables auprès de la population montréalaise.

2.7

Promouvoir une agriculture urbaine écologique et durable.

OBJECTIF GÉNÉRAL 2.5

Réduire le gaspillage alimentaire et les matières résiduelles.

Objectifs spécifiques	Porteurs	Projets
2.5.1 Soutenir une centaine d'institutions, commerces et industries (ICI) pour entreprendre des initiatives de réduction de gaspillage alimentaire et/ou des matières résiduelles générées.	Déterminé par l'appel d'offres	Appel d'offres (nom du projet et porteur à déterminer) Offre d'accompagnement en réduction du gaspillage pour les entreprises.
	La Transformerie	Les rescapés Soutenir les commerces de détail alimentaires dans la gestion écoresponsable de leurs invendus avec un service de collecte, de transformation et de distribution.
	RÉGAL	Structuration de la lutte contre le gaspillage alimentaire Consolider le Réseau contre le gaspillage alimentaire pour en faire un réseau structurant, fédérateur et le point de référence sur le gaspillage alimentaire à Montréal.
	CRPE La vague	La Tasse Fournir les cafés et autres établissements membres en tasses consignées (« La Tasse ») afin qu'elles soient rendues accessibles au plus grand nombre de clients possibles.
	Preserve	PRESERVE Accompagner les parties prenantes des établissements du secteur hôtellerie, restauration et institution (HRI) dans la réduction du gaspillage alimentaire.

<p>2.5.2</p> <p>Réduire le gaspillage alimentaire par une redistribution qui vise à nourrir la population.</p>	<p>La Tablee des chefs</p>	<p>Programme de récupération alimentaire Agir en tant qu'agent de liaison entre les donateurs de surplus alimentaires des milieux de l'hôtellerie, de la restauration, institutionnel, sportif et les organismes communautaires locaux. Encadrer le don alimentaire pour garantir qu'il soit sécuritaire.</p>
		<p>Refettorio Nourrir, à l'aide de repas nutritifs faits à partir de surplus alimentaires, des bénéficiaires vulnérables. Offrir une expérience culinaire, mais aussi de ressourcement aux bénéficiaires, tout en mesurant l'impact social de cette aide alimentaire.</p>
	<p>Santropol Roulant</p>	<p>Les Fruits défendus Réduire le gaspillage alimentaire en faisant la cueillette des fruits des arbres fruitiers urbains. Donner un tiers de chaque récolte à un organisme qui œuvre en sécurité alimentaire.</p>
	<p>Le Centre de ressources et d'action communautaire de La Petite-Patrie (CRACPP)</p>	<p>La récolte engagée Récupérer des fruits et des légumes invendus au marché Jean-Talon. Nettoyer, trier puis peser les denrées et les redistribuer à la communauté.</p>
	<p>Bouffe-Action de Rosemont</p>	<p>Pôle logistique alimentaire et nutrition pour améliorer l'alimentation des personnes vulnérables (PLAN) Développer des outils de collecte de données pour caractériser et quantifier la collecte des invendus, le compostage, la distribution et la répartition effectuée par les organismes de cinq quartiers montréalais.</p>
	<p>Toucan Solutions</p>	<p>Plateforme technologique contre le gaspillage Lutter contre le gaspillage alimentaire et faciliter le don et l'utilisation des surplus alimentaires des organismes et des entreprises grâce à un outil technologique et un service d'accompagnement stratégique, afin d'offrir des solutions plus rapides et ciblées de valorisation des matières.</p>

OBJECTIF GÉNÉRAL 2.6

Promouvoir des choix sains et écoresponsables auprès de la population montréalaise.

Objectifs spécifiques	Porteurs	Projets
2.6.1 Identifier les facteurs individuels et collectifs qui influencent les choix alimentaires écoresponsables à Montréal.	Association végétarienne de Montréal (AVM)	Annuaire des commerces 100 % végétariens liens et véganes Monter un répertoire des commerces vertueux pour vivre et manger 100 % végétariens, végétaliens et véganes au Québec, que ce soit des commerces physiques ou en ligne.
	Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique	Recherche partenariale sur la citoyenneté alimentaire Explorer la contribution des pratiques d'engagement pour la citoyenneté alimentaire à Montréal dans la transformation du système alimentaire montréalais par le rôle qu'elles peuvent avoir dans la conciliation entre « sécurité alimentaire » et « alimentation écologique ».
2.6.2 Organiser et soutenir des activités pour promouvoir des choix alimentaires sains et écoresponsables.	Association végétarienne de Montréal (AVM)	MTL-Ville Végé Faire de Montréal la première ville amie des végé(e)s en Amérique du Nord par une certification Végé-engagé(e), qui reconnaît les efforts des municipalités, entreprises et organismes envers un mode de vie plus végétal.
	Équiterre	Écoles enracinées Faire la promotion des aliments sains, locaux et écoresponsables dans les établissements scolaires, les milieux de la petite enfance et les organisations communautaires du Québec par la mise en place de campagnes de financement basées sur la vente de paniers de légumes biologiques de producteurs locaux.
		Plateforme en éducation alimentaire Coordonner la mise en place d'une plateforme centralisée sur l'éducation alimentaire en partenariat avec le Groupe de travail sur la saine alimentation pendant l'enfance de la TQSA.
	Les ateliers du goût	Cours en ligne en alimentation durable Outiller les mangeurs des connaissances et savoir-faire requis pour faire la transition écologique par l'alimentation durable et ainsi diminuer leur impact écologique.
Solon	Co-po Rendre accessibles à l'année des fruits et légumes locaux et biologiques, par leur mise en conserve à l'échelle communautaire. Dynamiser la culture de la mise en conserve grâce à des ateliers citoyens.	

OBJECTIF GÉNÉRAL 2.7

Promouvoir les pratiques écologiques et durables en agriculture urbaine

Objectifs spécifiques	Porteurs	Projets
2.7.1 Accroître le maillage entre les ressources urbaines (compost, énergie résiduelle, etc.) et les projets d'AU.	Laboratoire sur l'agriculture urbaine / Carrefour de recherche, d'expertise et de transfert en AU du Québec	Référentiel pour la mise en place de l'économie circulaire à travers l'agriculture urbaine à Montréal Rechercher et appliquer des modèles d'économie circulaire pour la gestion de la matière organique et de l'énergie résiduelle à travers l'agriculture urbaine.
2.7.2 Promouvoir les bonnes pratiques environnementales auprès des acteurs de l'AU.	Cultiver Montréal	Festival Cultiver Montréal Consolider et développer les foires du Festival Cultiver Montréal afin de faire la promotion de l'AU et d'outiller la population pour pratiquer une agriculture de proximité dans au moins 14 quartiers montréalais.
	Laboratoire sur l'agriculture urbaine	École d'été sur l'agriculture urbaine Rassembler des citoyens, des chercheurs, des étudiants, des entrepreneurs, des acteurs de l'agriculture urbaine et des professionnels de divers horizons, pour susciter des débats, des rencontres et un partage d'expériences. Cultive ta ville Carrefour d'information sur l'AU visant à informer les personnes ayant un potager chez eux, les groupes communautaires développant des jardins collectifs, les enseignants voulant un jardin pédagogique ou encore les municipalités animant ou voulant démarrer des programmes de jardins communautaires.

Réduire l'insécurité alimentaire des personnes vulnérables

Problématique et données

L'insécurité alimentaire (IA) désigne la privation des individus et des ménages pour assurer leur besoin de se nourrir convenablement afin de mener une vie saine et active. Définie comme étant un accès inadéquat ou incertain aux aliments en raison d'un manque de ressources financières (Statistiques Canada, 2011-2012), l'IA est un problème social et de santé publique important au Canada. À Montréal, 234 500 personnes vivaient une situation d'insécurité alimentaire en 2015-2016, soit 13,6 % de la population (DRSP Montréal, 2019).

Les causes de l'insécurité alimentaire ne sont pas liées aux aliments mais bien à la défavorisation matérielle : pour les individus et les ménages qui ont des ressources financières limitées ou des contraintes financières sévères, l'achat d'aliments finit par faire concurrence aux autres dépenses essentielles, tels le logement, les transports, les services publics, les médicaments, la garde des enfants et les vêtements.

Outre le revenu inadéquat et les perturbations financières imprévues (par exemple, la perte d'un emploi, la diminution des heures de travail), le fait d'être locataire, la dépendance aux programmes d'aide sociale et aux mesures de soutien pour les personnes handicapées, la présence d'incapacités fonctionnelles graves et un niveau de scolarité faible sont associés à l'IA. Les personnes vivant seules, les familles monoparentales, les ménages avec des enfants et certains groupes populationnels marginalisés (par exemple, les personnes de descendance autochtone, les

membres de minorités sexuelles, les immigrants et les minorités visibles) sont plus à risque de vivre une situation d'IA.

À Montréal, sont en situation d'insécurité alimentaire (Statistiques Canada, ESCC, 2015-2016) :

- plus du tiers des personnes vivant sous le seuil de faible revenu (112 700 personnes);
- le cinquième de tous les locataires (192 200 personnes);
- près de 17 % des personnes avec un statut d'immigration (107 300 personnes).

Deux tiers des personnes en IA (136 400 personnes) ont des revenus d'emploi et un cinquième (45 500 personnes) est prestataire de l'aide sociale, de la CNESST ou de l'assurance-emploi.

L'insécurité alimentaire étant associée à un revenu inadéquat par rapport aux exigences financières du ménage, il est pertinent de suivre parallèlement l'évolution d'autres indicateurs de la pauvreté comme la couverture des besoins de base, les coûts du logement et le panier de provisions nutritif.

Stratégies prometteuses

Les stratégies pour lutter contre l'insécurité alimentaire passent principalement par deux angles d'approche : 1) les interventions basées sur le revenu et le logement et; 2) celles basées sur l'alimentation.

- ▶ **Approches basées sur le soutien au revenu et le logement (politiques et programmes provinciaux et fédéraux) :** par exemples, aide aux familles avec enfants, aide au logement, pensions de sécurité de vieillesse, programme de soutien financier à l'achat d'aliments, mesures de lutte contre la pauvreté).

Des preuves solides existent selon lesquelles l'augmentation des ressources économiques des ménages à faible revenu grâce aux programmes provinciaux et fédéraux de soutien au revenu ou de lutte à la pauvreté peut réduire considérablement l'IA et constitue une réponse politique des plus efficaces. Par exemple, le régime de pensions de sécurité de vieillesse (McIntyre L, Dutton D, Kwok C, Emery J, 2016) et l'aide aux familles avec enfants a un impact sur la réduction de l'IA (Ionescu-Iltu, Glymour et Kaufman, 2015). L'efficacité de l'implantation de logements abordables sur l'IA n'est pas démontrée, même si le logement inabordable est associé à l'insécurité alimentaire (Loopstra, 2018).

- ▶ **Approches basées sur l'alimentation (niveau local) :** par exemples, mesures alimentaires scolaires, aide alimentaire d'urgence, développement des capacités, initiatives du système alimentaire.

Globalement, les connaissances scientifiques sur les stratégies alimentaires locales ne sont pas aussi solides. Des études ont montré une relation entre la participation à un programme alimentaire scolaire et la diminution de l'IA des ménages (Nord, 2006; Huang, 2016; Khan, 2011; Bartfield, 2011). Concernant l'aide alimentaire d'urgence, les activités de développement des capacités (ex. : cuisines collectives) et les initiatives locales, celles-ci apportent plusieurs bienfaits aux individus et aux communautés en contribuant à améliorer l'accès et la qualité de l'alimentation (Engler-Stringer et Berenbaum, 2005; Garcia et al., 2018; Iacovou et al., 2013; Warren et al., 2015). Cependant, elles ne sont pas considérées par plusieurs experts comme une solution à long terme pour réduire l'IA, surtout l'IA persistante et grave. Les effets de ces stratégies semblent bénéfiques surtout à court terme (Roncarolo 2016) et ont une portée plus limitée, rejoignant un nombre restreint d'individus. L'éloignement physique, le manque d'accessibilité et l'incompatibilité (temps, intérêt, conditions de santé particulières) sont parmi les barrières de participation des ménages à faible revenu à ces activités (Loopstra et Tarasuk, 2013).

Plusieurs interventions basées sur ces deux angles d'approche ont cours à Montréal. À cela s'ajoute la volonté de favoriser également la participation des personnes en situation de pauvreté et d'insécurité alimentaire dans l'identification des solutions.

Cibles et ancrages politiques

► Objectifs du développement durable des Nations unies

1. D'ici 2030, réduire la proportion de la population montréalaise vivant en insécurité alimentaire et baisser à 0 % la proportion de la population montréalaise qui a faim, c'est-à-dire les personnes en situation d'insécurité alimentaire grave (adapté de l'ODD 2 des Nations Unies et repris par la politique alimentaire du Canada en 2019).
2. Indicateur : nombre et proportion de la population montréalaise en situation d'insécurité alimentaire marginale, modérée et grave.

► Politique gouvernementale de prévention en santé du Gouvernement du Québec

3.1 Favoriser l'accès physique et économique à une saine alimentation, particulièrement dans les communautés défavorisées ou isolées géographiquement.

Les objectifs généraux pour le plan d'action intégré

3.8

Renforcer les politiques et les programmes visant à améliorer la sécurité financière des personnes vulnérables.

3.9

Soutenir la mise en œuvre d'un programme alimentaire intégré en milieu scolaire qui inclut notamment une offre d'alimentation universelle, l'éducation pour l'acquisition de compétences culinaires et de connaissances en alimentation, et les infrastructures de base.

3.10

Mieux comprendre le vécu et les besoins des personnes vivant l'insécurité alimentaire et évaluer comment les initiatives alimentaires communautaires y répondent; explorer les moyens d'intégrer les personnes concernées dans les travaux du Conseil SAM.

3.11

Consolider et optimiser les initiatives des organismes communautaires des systèmes alimentaires d'urgence et alternatifs.

OBJECTIF GÉNÉRAL 3.8

Renforcer les politiques et les programmes visant à améliorer la sécurité financière des personnes vulnérables.

Objectifs spécifiques	Porteurs	Projets
3.8.1 Doter la Ville de Montréal d'une stratégie de lutte contre l'IA.	Ville de Montréal	Stratégie de lutte contre l'IA Élaborer une stratégie visant à lutter contre l'insécurité alimentaire afin de définir les orientations d'intervention de la Ville en la matière, de circonscrire son champ d'action et de soutenir des projets structurants de lutte contre l'IA auprès des personnes vulnérables.
	Pôle de recherche justice alimentaire du Collège Dawson	Comité consultatif de la Politique de l'enfant : Axe 2 — La sécurité alimentaire et la saine alimentation Consulter et collaborer avec les parties prenantes et les acteurs du terrain pour rendre compte des rôles possibles de la Ville de Montréal en matière de la Politique de l'enfant et de sa contribution pour la sécurité alimentaire et l'alimentation.
3.8.2 Rendre disponible pour les principaux décideurs un tableau de bord d'indicateurs de surveillance de l'IA et de la pauvreté.	Direction régionale de santé publique	Surveillance des indicateurs de la pauvreté et de l'IA à Montréal Surveiller périodiquement le taux annuel de personnes à faible revenu selon la MPC, le nombre et la proportion de la population montréalaise en insécurité alimentaire et le nombre et de la proportion de ménages locataires consacrant plus de 30 % et 50 % de leur revenu aux frais du loyer.
	Dispensaire diététique	Mise à jour du panier à provisions nutritif (PPN) Informatiser, diffuser et mettre à jour le PPN, une liste des aliments recommandés pour satisfaire à faible coût les besoins nutritionnels des individus et des familles.
3.8.3 Sortir d'une situation de faible revenu, déterminée selon la mesure du panier de consommation, plus de 100 000 personnes, principalement des personnes seules et des couples sans enfants ayant des contraintes sévères à l'emploi.	Direction régionale de santé publique	Suivi annuel des indicateurs associés à la mesure 1 du PAGIEPS Effectuer une veille de l'implantation de la mesure 1 du PAGIEP, en collaboration avec le ministère du Travail.
		Suivi du chantier 5 de la Politique gouvernementale de prévention en santé (PGPS) Effectuer une veille du chantier 5 du PGPS, qui concerne l'analyse et la pertinence des politiques sociales et fiscales visant à augmenter le revenu, en collaboration avec le ministère de la Santé et des Services sociaux.

<p>3.8.4 Diminuer la proportion des ménages locataires consacrant plus de 30 % et 50 % de leur revenu au logement.</p>	<p>Conseil SAM</p>	<p>Suivi des actions de la Ville de Montréal en logement Effectuer une veille de l'implantation de la stratégie « 12 000 logements » et le règlement 20/20/20, en collaboration avec la Ville de Montréal.</p>
<p>3.8.5 Augmenter de 12 000 le nombre de logements sociaux et abordables pour les ménages en situation de pauvreté.</p>		

OBJECTIF GÉNÉRAL 3.9

Soutenir la mise en œuvre d'un programme alimentaire intégré en milieu scolaire qui inclut notamment une offre d'alimentation universelle, l'éducation pour l'acquisition de compétences culinaires et de connaissances en alimentation et les infrastructures de base.

Objectifs spécifiques	Porteurs	Projets
3.9.1 Implanter un programme alimentaire intégré dans les écoles publiques primaires montréalaises et en évaluer les retombées.	Conseil SAM, Direction régionale de santé publique	Comité de mise en œuvre d'un programme alimentaire intégré Définir les composants et les indicateurs d'un programme alimentaire intégré et d'un devis d'évaluation. Soutenir leur mise en œuvre.
3.9.2 Fournir des aliments sains locaux et abordables à tous les élèves montréalais.	La Cantine pour tous	Projet pilote de mesure alimentaire scolaire universelle en milieu primaire Définir un modèle de programme de dîners accessibles à tous dans les écoles primaires.
	Équiterre	De la ferme à l'école Accroître la présence d'aliments sains et locaux dans l'esprit et dans l'assiette des élèves et des étudiants partout au Canada. Implanter des comptoirs à salade dans les écoles primaires et secondaires, où des aliments sains, locaux et écoresponsables sont offerts aux élèves. Augmenter la sensibilisation des jeunes à une alimentation durable par des activités d'éducation alimentaire.
	Fondation	Cultivons pour donner du sens à l'avenir Implanter un potager communautaire dans les écoles primaires en milieux défavorisés afin d'améliorer l'accès à une alimentation saine et durable.
3.9.3 Offrir des occasions aux élèves montréalais d'augmenter leurs compétences culinaires et leurs connaissances alimentaires.	La tablée des chefs	Les Brigades culinaires Offrir des activités parascolaires dans les écoles secondaires pour rejoindre les jeunes de 12 à 17 ans dans le cadre d'une série de 24 ateliers portant sur l'alimentation et les saines habitudes de vie.
	Le Dépôt	Expansion du programme Boîte à lunch Guider les jeunes vers des choix alimentaires sains à travers la préparation de repas. Favoriser le rapprochement entre les écoles, les acteurs communautaires locaux et les familles en besoin de soutien.

OBJECTIF GÉNÉRAL 3.11

Mieux comprendre le vécu et les besoins des personnes vivant l'insécurité alimentaire et évaluer comment les initiatives alimentaires communautaires y répondent; explorer les moyens d'intégrer les personnes concernées dans les travaux du Conseil SAM.

Objectifs spécifiques	Porteurs	Projets
3.10.1 Mieux comprendre le vécu et les besoins des personnes vivant l'insécurité alimentaire et évaluer comment les initiatives alimentaires communautaires y répondent.	Chaire de recherche du Canada Approches communautaires et inégalités de santé, Centre de recherche en santé publique (CReSP), Université de Montréal et CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	Étude Parcours Documenter le parcours d'utilisation des services communautaires de développement des capacités ainsi que l'effet à long terme du don alimentaire sur l'insécurité alimentaire, la qualité de l'alimentation, l'intégration sociale, la participation citoyenne et la santé.
	Centre de recherche en santé publique (CReSP), Université de Montréal et CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	Manger avec un budget serré Mieux comprendre les actions pour éviter d'avoir faim posées par les personnes en situation d'IA, particulièrement par celles n'ayant pas recours aux services des organismes œuvrant en sécurité alimentaire.
3.10.2 D'ici 2022, établir des mécanismes pour s'assurer que les savoirs expérientiels des personnes vivant l'insécurité alimentaire soient valorisés et utilisés pour nourrir les travaux du Conseil SAM.	Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain	Intégration des personnes vivant l'insécurité alimentaire Analyser la problématique des personnes qui vivent l'insécurité alimentaire et formuler des propositions pour stimuler leur participation dans les activités en alimentation et leur possible implication dans les travaux du Conseil.
		Formation : Mobilisateurs de milieu pour des solutions durables Soutenir les intervenants en sécurité alimentaire dans le développement de pratiques « d'empowerment » pour une plus grande participation des citoyens qui vivent l'insécurité alimentaire. Renforcer la participation citoyenne dans la création de systèmes alimentaires citoyens de proximité et les projets de concertation et de mutualisation des actions en alimentation.
	SINGA Québec	Un rêve dans votre assiette Soutenir un projet de restauration communautaire dont les chefs et les serveuses sont des femmes arrivées à Montréal à titre de réfugiées.

OBJECTIF GÉNÉRAL 3.11

Consolider et optimiser les initiatives des organismes communautaires des systèmes alimentaires d'urgence et alternatifs afin d'assurer la sécurité alimentaire des personnes vulnérables.

Objectif spécifique	Porteur	Projet
3.11.1 Améliorer l'accès aux commerces d'alimentation à distance de marche pour les populations vivant sous le seuil de faible revenu.	Direction régionale de santé publique	Programme de soutien à l'amélioration de l'accès aux fruits et légumes à Montréal 2018-2021 Soutenir 25 démarches locales de mobilisation des acteurs et des citoyens afin d'identifier et d'implanter des solutions visant à améliorer l'accès aux fruits et légumes dans des secteurs défavorisés et mal desservis à Montréal.
	Collège Dawson	Observatoire des données pilotes Intégration des données pour le soutien des initiatives favorisant l'accès abordable à une alimentation culturellement appropriée et saine pour tous.
3.11.2 Contribuer à la consolidation d'une concertation alimentaire locale dans les quartiers montréalais.	Conseil SAM	Communauté de pratique pour les systèmes alimentaires locaux Rendre disponible un répertoire de pratiques inspirantes, d'outils et d'événements de partage des connaissances autour des systèmes alimentaires locaux à tous les quartiers montréalais.
	Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain	Partage d'expériences en intervention alimentaire Organiser annuellement un colloque régional portant sur différents aspects de l'alimentation et un suivi terrain pour soutenir les groupes et concertations locales.
	Centraide du Grand Montréal : Projet impact collectif	Soutenir des changements systémiques Récueillir, documenter, systématiser et partager des actions qui contribuent aux changements systémiques dans les systèmes alimentaires locaux.
		Portrait du soutien financier en sécurité alimentaire Finalisation et partage du <i>Portrait du soutien financier aux organismes et actions en sécurité alimentaire sur l'île de Montréal (2017-2018)</i> .
	Dispensaire diététique	Consolidation des interventions de proximité Établir des points de services dans les quartiers défavorisés pour rendre plus accessible l'offre d'accompagnement pour les femmes enceintes.
Collège Dawson	Renforcement des capacités des intervenants en évaluation Déployer une gamme d'outils pour les tables de quartier montréalaises : une cartographie web des services communautaires et commerciaux alimentaires; une trousse à outils pour les diagnostics alimentaires des quartiers et arrondissements; un curriculum sur les données alimentaires; un audit des données.	

3.11.2 Contribuer à la consolidation d'une concertation alimentaire locale dans les quartiers montréalais. (suite)	Comité Sécurité alimentaire de Ville-Émard/Côte St-Paul	Système alimentaire « Accès alimentaire » Mettre en place un système alimentaire local dans le but d'avoir une cohérence entre les différentes actions en alimentation du quartier et de créer une synergie qui permet d'optimiser ces efforts pour améliorer la sécurité alimentaire des résidents et lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
	Centraide du Grand Montréal	Soutien aux organismes régionaux en sécurité alimentaire Soutenir des organismes régionaux pour avoir une action concertée et efficace contre l'insécurité alimentaire.
	Mercier-Ouest quartier en santé	Un système alimentaire local et solide dans Mercier-Ouest Bonifier l'accès des citoyens à des aliments sains et abordables tout en favorisant le développement de leurs connaissances et leurs compétences en alimentation par une intensification du partage des ressources humaines, financières et matérielles entre les organismes du quartier.
	Le Mûrier	Cuisinons ensemble Repérer les personnes vulnérables ayant des troubles de santé mentale et les soutenir dans le développement de leur autonomie alimentaire par l'accompagnement individualisé d'un cuisinier formateur à domicile.
3.11.3 D'ici 2022, améliorer la qualité de l'offre en fruits et légumes du réseau de sécurité alimentaire afin de se rapprocher de la cible du Guide alimentaire canadien	Moisson Montréal	Bonification de l'offre de fruits et légumes Bonifier de 40 % l'offre de fruits et légumes de Moisson Montréal dans le but de suivre les recommandations du nouveau Guide alimentaire canadien.
	La Cafétéria communautaire MultiCaf	Hippoculture solidaire Accélérer la production de fruits et de légumes à même le sol, sous forme de buttes de plantations.
	Serres du Dos Blanc	Serres du Dos Blanc Construire 4 serres jumelées chauffées pour une production annuelle.
	Jeunesse au soleil	Nourrir l'espoir Aider des personnes souffrant de pauvreté grâce à une banque alimentaire et un service de livraison à domicile.
	Corbeille de pain Lac St-Louis	Marché solidaire Offrir des fruits et légumes frais et locaux par l'entremise d'un marché hebdomadaire pendant l'été dans un secteur identifié comme désert alimentaire où vit une population à faible revenu.

<p>3.11.3 D'ici 2022, améliorer la qualité de l'offre en fruits et légumes du réseau de sécurité alimentaire afin de se rapprocher de la cible du Guide alimentaire canadien (suite)</p>	<p>Réseau alimentaire de l'Est de Montréal</p>	<p>Les Jardins collectifs de Montréal-Est Produire des fruits et légumes et des activités d'éducation sur l'agriculture urbaine et la permaculture pour un camp de jour et une école par un regroupement de bénévoles.</p>
		<p>Les Croques de l'Est Développer une gamme de produits locaux à l'aide des ressources déjà existantes et venant répondre aux besoins de populations vulnérables dans l'est de Montréal, territoire à forte densité de déserts alimentaires.</p>
	<p>Pro-Vert</p>	<p>Cultiver nos SALSAs — Systèmes alimentaires locaux, solidaires et autonomes — du Grand Sud-Ouest Récolter des produits frais et sains sur un site de production maraîchère biologique et intensive et les distribuer à prix modique par l'entremise de canaux de distribution locaux, principalement à des initiatives en sécurité alimentaire.</p>
	<p>Regroupement Partage et D3Pierres</p>	<p>Cultiver l'Espoir Assurer une production biologique périurbaine pour distribuer gratuitement 55 % de la production totale de légumes aux banques alimentaires et commercialiser 45 % afin de garantir l'autofinancement du projet.</p>

Améliorer la qualité nutritionnelle de l'alimentation

Problématique et données

La qualité nutritionnelle fait ici référence à la qualité de l'offre alimentaire, qui, selon la Charte québécoise pour une saine alimentation, inclut :

- la valeur nutritive des aliments et le plaisir qu'ils procurent;
- la taille des portions, c'est-à-dire celles préportionnées comme en restauration ou les emballages individuels en épicerie;
- la nature symbolique des aliments associée aux traditions et aux cultures.

À cela s'ajoute la perspective des environnements favorables à la saine alimentation, alors que le nouveau Guide alimentaire canadien enjoint aux responsables politiques et aux professionnels de la santé de :

- rendre les choix de qualité nutritionnelle élevée plus accessibles (fruits et légumes, grains entiers et protéines végétales);
- aliments riches en gras saturés, en sucre et en sel).

La qualité nutritionnelle de l'alimentation est fortement liée à la santé et aux maladies chroniques, comme le diabète, l'hypertension et les maladies cardiovasculaires (Forouhi et Unwin, 2019). À Montréal, une personne sur trois, soit 570 000 personnes, est atteinte d'au moins une maladie chronique (Springman et al., 2014).

D'un côté, il y a trois nutriments dont la consommation devrait être réduite : le sucre, le sodium et les gras saturés.

- L'apport moyen en sucre est d'environ 25 c. à thé par jour (100 g), alors que l'apport maximal devrait être de 12 c. à thé (50 g) pour une personne consommant 2000 calories par jour, selon l'OMS (Plante et al., 2019). La principale source de sucre ajouté dans notre alimentation provient des boissons sucrées et une cannette contient 10 c. à thé de sucre.
 - Au Québec, un adulte sur cinq consomme au moins une boisson sucrée tous les jours (Camirand et al., 2016).
 - À Montréal, un enfant de 6^e année sur dix en consomme tous les jours (Springman et Markon, 2018).
- La quantité maximale de sodium pouvant être consommé quotidiennement sans risque vraisemblable pour la santé se situe entre 1500 mg et 2300 mg selon l'âge. Les trois quarts des Québécois dépassent ces quantités (Plante et al., 2019).
- L'apport moyen en gras saturés des Québécois et Québécoises est de 25 g par jour, ce qui se rapproche des recommandations (Plante et al., 2019). La principale source de gras saturés dans l'alimentation est le fromage.

ORIENTATION 4

D'un autre côté, la consommation de fruits et légumes doit être augmentée :

- Seuls 28 % des Montréalais et Montréalaises de plus de 15 ans consomment au moins cinq fois par jour des fruits et légumes. En d'autres mots, moins d'une personne sur trois en mange suffisamment. (Springman et al., 2014)
- 38 % des jeunes montréalais de la 6^e année du primaire consomment six portions ou plus de fruits et légumes chaque jour (Springman et Markon, 2018).

Stratégies prometteuses

Les stratégies efficaces ou potentiellement efficaces permettant d'améliorer la qualité nutritionnelle de l'alimentation impliquent chacune un ou des paliers gouvernementaux. Ces stratégies concernent :

- La reformulation des aliments transformés;
- Les politiques alimentaires institutionnelles;
- Les instruments économiques;
- Les actions visant à restreindre la publicité d'aliments qui nuisent à la santé;
- L'étiquetage nutritionnel;
- Les actions visant à restreindre les pratiques commerciales qui incitent à l'achat; d'aliments qui nuisent à la santé;
- Le zonage pour restreindre la présence de commerces de restauration rapide.

Cibles et ancrages politiques

► Objectifs du développement durable des Nations unies

Objectif 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge.

► Politique gouvernementale de prévention en santé du Gouvernement du Québec

1. Mesure 3.2 : Améliorer la qualité nutritive des aliments au Québec.
2. Incitation des acteurs de la filière bioalimentaire à produire, à offrir et à mettre en valeur des aliments nutritifs et valorisation des pratiques exemplaires en la matière.

► Cibles développées par le groupe de travail

1. Réduire la prévalence des maladies chroniques associées à la mauvaise alimentation.
2. Augmenter à 30 % la proportion de Montréalais qui consomment au moins cinq fruits et légumes par jour.
3. Diminuer de 5 % la proportion de jeunes qui consomment des boissons sucrées au moins une fois par jour.
4. Diminuer la consommation de sodium et de sucres libres chez la population montréalaise, en tenant compte du vieillissement de la population.

Les objectifs généraux pour le plan d'action intégré

4.12

Promouvoir l'utilisation des instruments économiques pour améliorer la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire montréalaise.

4.13

Développer une stratégie d'action auprès des transformateurs montréalais.

OBJECTIF GÉNÉRAL 4.12

Promouvoir l'utilisation des instruments économiques pour améliorer la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire montréalaise.

Objectif spécifique	Porteur	Projet
4.12.1 Développer un plaidoyer montréalais en faveur de la taxation des boissons sucrées.	Conseil SAM, DRSP	Plaidoyer pour la taxation des boissons sucrées Publier un recueil d'études démontrant l'efficacité d'une taxe pour diminuer la consommation des boissons sucrées et son acceptabilité sociale, en vue de développer une stratégie montréalaise.
4.12.2 Évaluer la faisabilité d'utiliser des coupons alimentaires pour augmenter la consommation de fruits et légumes chez les populations à faible revenu à Montréal.	Carrefour alimentaire Centre-Sud	Projet-pilote de coupons alimentaires à Montréal Distribuer des coupons alimentaires d'une valeur de plus de 100 000 \$ aux personnes à faible revenus via des organismes communautaires et des partenaires pour utilisation dans les marchés publics et solidaires.

OBJECTIF GÉNÉRAL 4.13

Développer une stratégie d'action auprès des transformateurs montréalais.

Objectif spécifique	Porteur	Projet
4.13.1 Mettre en place un groupe tactique regroupant les principaux acteurs de la transformation alimentaire.	Conseil SAM, DRSP	Groupe tactique sur les aliments transformés Explorer la faisabilité d'une stratégie montréalaise pour améliorer la qualité nutritionnelle des aliments transformés, en regroupant des transformateurs montréalais, des professionnels de la santé publique et des chercheurs.

Œuvrer pour la consolidation des projets structurants et la collaboration intersectorielle au sein du système alimentaire montréalais

Problématique et données

La consolidation des projets structurants au sein du système alimentaire montréalais est influencée par les enjeux de la collaboration intersectorielle et de la mutualisation.

La recherche des formes de concertation et de gouvernance autour de la question alimentaire à Montréal n'est pas nouvelle, alors que des instances sont créées dès la fin des années 1980 et dans les décennies qui suivent. En octobre 2018, le Conseil SAM est fondé. Malgré la mise en place de ces structures, des lacunes persistent en ce qui a trait à la coordination des acteurs et de leurs actions au sein du système alimentaire à Montréal. Dans le cadre de la démarche Faim « Zéro » à Montréal de la Fondation du Grand Montréal, un sondage, des séances collectives et des entretiens impliquant au total 96 organismes de l'écosystème de la sécurité alimentaire ont permis d'identifier l'action concertée comme un des trois enjeux principaux pour lesquels il faut lever les freins et renforcer les leviers dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire des Montréalais (Brisebois et Colombo, 2019).

L'importance de la collaboration multisectorielle demeure autant un impératif qu'un défi. Pour assurer un environnement propice à une action efficace, la FAO et les villes signataires du Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan recommandent de « faciliter la collaboration entre

différents services et organismes municipaux et [de] rechercher la cohérence des politiques et programmes sectoriels qui influent sur le système alimentaire à différents niveaux administratifs », ainsi que « d'accroître la participation des parties prenantes au niveau municipal à travers le dialogue politique et, le cas échéant, à travers l'éducation et la sensibilisation » (FAO, Secrétariat du MUFPP, Fondation RUAF, 2018).

À Montréal, lors des consultations menées par la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise en 2015, « les participants ont affirmé de façon quasi unanime l'importance de mettre en place un conseil de politiques alimentaires à l'échelle de l'agglomération de Montréal » pour les raisons suivantes :

- Le besoin de faire reconnaître et respecter le droit à l'alimentation;
- L'occasion, qui interpelle de nombreux acteurs, d'aborder les enjeux alimentaires de manière transversale dans un système alimentaire complexe;
- Le potentiel important d'intervention du milieu municipal.

La mutualisation est souvent évoquée comme une manière de permettre à des partenaires d'unir leurs efforts d'intervention ou de service. Ce type de collaboration, parfois intersectorielle, mais souvent entre acteurs d'un même secteur, repose sur l'identification des besoins ou objectifs communs et des ressources qui peuvent être partagées. À Montréal, la mutualisation dans le cadre des systèmes alimentaires locaux a été documentée, notamment par la Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique. Des initiatives de mutualisation ont été soutenues, mais la pérennité de plusieurs de ces projets n'a pas été atteinte. L'analyse de différents projets de mutualisation ayant existé ou toujours actifs à Montréal a fait ressortir qu'il est « essentiel de mettre en place et de maintenir une gouvernance transparente qui a un fort ancrage local » et que le partage des engagements et des responsabilités de chacune des parties impliquées, ainsi que la confiance mutuelle entre tous les partenaires sont des éléments clés pour la réussite de projets de mutualisation (Arsenault-Hétu et al., 2018).

Stratégies prometteuses

Les stratégies pour favoriser la collaboration intersectorielle reposent sur une approche multisectorielle et systémique, dont les facteurs de succès sont les suivants (selon Bagnall et al., 2019) :

1. Un leadership fort et le plein engagement de tous les partenaires.
2. L'engagement de la communauté locale pour favoriser la réussite d'une approche multisectorielle.
3. Le temps nécessaire pour bâtir les relations, la confiance et la capacité de la communauté pour réussir à atteindre les objectifs.
4. Une bonne gouvernance et des valeurs partagées.

5. Des partenariats stratégiques pour effectuer des changements qui touchent différentes composantes de l'écosystème.
6. L'adoption d'un langage commun au sein des différents organismes.
7. Des initiatives ancrées dans le contexte actuel de politiques publiques.
8. L'évaluation de l'impact des interventions dans la communauté.
9. Des ressources financières et du soutien adéquats.

Pour ce qui est de la mutualisation, les stratégies concernant l'optimisation :

- de l'approvisionnement, dont la mutualisation peut être basée sur une orientation plus logistique, économique ou, dans la plupart des cas, sur une hybridation des deux orientations et à une échelle locale ou régionale (Arsenault-Hétu et al., 2018);
- des services, comme ceux de communication, de mise en marché, de transport, etc., qui peuvent être développés par un regroupement d'organismes;
- des infrastructures, qui peuvent être partagées entre divers organismes, comme des espaces et des équipements pour la production, l'entreposage, la transformation ou la tenue d'activités.

À partir de ces informations, quelques constats concernant l'approche stratégique à adopter se dressent :

- Les acteurs du système alimentaire à Montréal souhaitent collaborer pour aborder les enjeux et relever les défis, mais il faut consolider les espaces pour échanger et offrir des opportunités pour développer des actions

concertées. Le Conseil SAM a été créé pour faciliter cette collaboration, et pour réaliser cette mission, il faut miser sur les meilleures pratiques du travail intersectoriel.

- Plusieurs conseils de politiques alimentaires existent et le Conseil SAM gagnerait à prendre connaissance des leçons apprises par les autres CPA pour identifier des pratiques inspirantes, tant en ce qui a trait aux modèles de gouvernance qu'aux pistes d'intervention.
- Le potentiel de l'action au niveau municipal mérite d'être exploré davantage dans le but de faire valoir la marge de manœuvre dont les instances municipales disposent pour intervenir dans le système alimentaire. Le Conseil SAM peut collaborer avec les

instances municipales afin d'exposer quels leviers sont disponibles et efficaces pour atteindre des objectifs d'amélioration du système alimentaire.

- La gouvernance du Conseil SAM doit relever un certain nombre de défis découlant de la complexité du système alimentaire et du nombre important de parties prenantes. Les structures et processus doivent être transparents et inclusifs, et offrir des moyens de participation adaptés aux intérêts et besoins des différents types d'intervenants.

Cibles et ancrages politiques

► Objectif de développement durable des Nations Unies 17.14

Renforcer la cohérence des politiques de développement durable.

Les objectifs généraux pour le plan d'action intégré

5.14

Soutenir la mise en place d'infrastructures partagées pour les producteurs et transformateurs montréalais, incluant le réseau d'aide alimentaire.

5.15

Accompagner l'agglomération de Montréal dans le développement de politiques alimentaires

5.16

Rendre disponibles auprès des décideurs et du public montréalais des indicateurs sur l'évolution du système alimentaire montréalais.

5.17

Renforcer la résilience du système alimentaire montréalais

OBJECTIF GÉNÉRAL 5.14

Soutenir la mise en place d'infrastructures partagées pour les producteurs et transformateurs montréalais, incluant le réseau d'aide alimentaire.

Objectif spécifique	Porteur	Projet
5.14.1 Développer l'infrastructure numérique pour favoriser la mutualisation de l'approvisionnement.	Ville de Montréal et Récolte	Système alimentaire local et intégré Mutualiser certaines infrastructures et ressources déjà en place, identifier les lacunes qui restent à combler dans le réseau d'approvisionnement et créer une plateforme technologique pour gérer les commandes, l'inventaire, les ventes, les dons alimentaires et les livraisons.
	La Cantine pour tous	Développement de plateforme de commande Rendre disponible aux organismes qui préparent des repas sains une plateforme transactionnelle pour gérer des commandes destinées aux personnes vulnérables.

OBJECTIF GÉNÉRAL 5.15

Accompagner l'agglomération de Montréal dans le développement de politiques alimentaires.

Objectif spécifique	Porteur	Projet
5.15.1 Repérer les pratiques inspirantes qui pourraient être mises en œuvre dans la région de Montréal.	Conseil SAM	Veille sur les meilleures pratiques de gouvernance et politiques alimentaires Identifier des pratiques et politiques alimentaires inspirantes afin de les partager avec les décideurs montréalais.
	École d'urbanisme et d'architecture de paysage, faculté de l'aménagement – Université de Montréal	Vers un système alimentaire montréalais circulaire Vérifier la pertinence de croiser une approche en termes de système alimentaire territorial et d'économie circulaire à Montréal.

OBJECTIF GÉNÉRAL 5.16

Rendre disponibles auprès des décideurs et du public montréalais des indicateurs sur l'évolution du système alimentaire montréalais.

Objectif spécifique	Porteur	Projet
5.16.1 Créer un portail pour présenter les indicateurs du système alimentaire montréalais.	Conseil SAM	Tableau de bord sur les indicateurs sur la résilience du système alimentaire montréalais Présenter des indicateurs en lien avec les enjeux de la planification stratégique du Conseil SAM. Établir des mécanismes pour la mise à jour des données et identifier de nouvelles sources de données.
	Ville de Montréal et Centre de recherche interdisciplinaire d'études montréalaises	Création d'un pôle de données sociales Créer une infrastructure de recherche qui permettra l'analyse croisée de données qualitatives et quantitatives. Les données seront utilisées pour tester les solutions concernent l'alimentation et la sécurité alimentaire.

OBJECTIF GÉNÉRAL 5.17

Renforcer la résilience du système alimentaire montréalais

Objectif spécifique	Porteur	Projet
5.17.1 Faire le bilan de l'impact de la crise sanitaire de la COVID-19 sur le système alimentaire et identifier des moyens de renforcer la résilience.	Conseil SAM	Démarche pour une relance durable et la résilience du système alimentaire Identifier des pistes d'action pour une relance économique durable; faire le bilan de l'impact de la crise sur les acteurs et la population montréalaise; identifier des indicateurs et des sources de données permettant de suivre l'évolution de la résilience du système alimentaire.

Conclusion

Dans l'optique de répondre aux besoins exprimés par la communauté montréalaise en ce qui concerne la collaboration des acteurs du système alimentaire, ce plan d'action intégré représente une première contribution du Conseil SAM. Ce processus se veut itératif et se prête à l'amélioration continue.

La démarche de planification stratégique a fait appel à un grand nombre de parties prenantes pour recueillir les données, comprendre la réalité d'une diversité d'acteurs, explorer les stratégies prometteuses et répertorier les interventions en cours. Cela a permis de dégager une certaine compréhension de l'environnement dans lequel toutes les actions se déploient.

Par l'engagement d'un nombre inattendu de partenaires, qui ont inscrit leurs interventions dans ce plan d'action intégré et qui partageront les retombées et apprentissages de celles-ci, nous espérons favoriser des interventions mieux arrimées avec les besoins de la population et des acteurs du système alimentaire; permettre l'identification de synergies et de pistes de coopération; et, surtout, renforcer une mobilisation qui vise l'atteinte de nos aspirations collectives telles qu'énoncées dans la vision du Conseil SAM : une alimentation saine, diversifiée, de proximité, abordable et durable pour tous et toutes.

Remerciements

Le développement de ce premier plan d'action intégré a été réalisé grâce aux contributions d'un grand nombre de partenaires. Nous tenons à les remercier.

Membres du Conseil SAM (groupe de travail indiqué entre parenthèses)

Andrew Liberio, La Fourmi verte (IA)
Annie Lamalice, étudiante en doctorat, Université de Montréal (EE)
Charles-André Major, Ville de Montréal, Développement économique (EE)
Colleen Thorpe, Équiterre (EE)
Donald Boisvert, La Corbeille Bordeaux-Cartierville (IA)
Éric Duchemin, AU/Lab (EE)
Geneviève Mercille, Université de Montréal (IA)
Issiaka Sanou, Les serres du dos blanc (AM)
Jean-Paul Faniel, Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain (IA)
Katell Burot, Conseil des industries bioalimentaire de l'île de Montréal (AM)
Louis Drouin, Direction régionale de santé publique (IA et QN)

Louise Cossette, Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
Marc Bernier, M361/Québec en forme
Marcela Cid, Maison d'Entraide Saint-Paul-Émard (IA)
Marie-André Mauger, élue désignée, Ville de Montréal
Massimo Iezzoni, Communauté métropolitaine de Montréal
Myrta Mantzavarakos, Ville de Montréal, Services de l'environnement (EE)
Paul Racette Dorion, Union de producteurs agricoles (AM)
Richard Daneau, Moisson Montréal (IA)
Rotem Ayalon, Centraide du Grand Montréal (IA)
Salwa Majouji, Ville de Montréal, Développement social (IA)
Stéphanie Bellenger-Heng, Commission scolaire de Montréal (IA)
Tim Murphy, La Ligne Verte (AM)
Yvan Gauthier, La Fondation du Grand Montréal (IA)

Collaborateurs invités

Cécile Vergier, Service du développement économique de la Ville (AM)
Éliane Brisebois, Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique (EE)
Geneviève Hamelin, DRSP (EE)
Manuel Cisneros, Table de concertation sur la faim et le développement social (IA)
Marie-Claude Gélinau, Direction régionale de santé publique (QN)
Marie-Claude Paquette, Institut national de santé publique (QN)
Mathilde Morin, MAPAQ (AM)

Mohammed Boudache, MAPAQ (EE)
Nicolas Fabien-Ouellet, Marchés publics de Montréal (AM)
René Audet, Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique (EE)
Richard Lessard, Direction régionale de santé publique (QN)
Sidonie Penicaud, Direction régionale de santé publique (EE)
Sofia Scurelli, Direction régionale de santé publique (QN et AM)
Sophie Goudreau, Direction régionale de santé publique (QN)
Stéphanie Tremblay, Direction régionale de santé publique (AM et IA)
Vincent Robillard, Communauté métropolitaine de Montréal (AM)

Partenaires consultés

Anne Rigaud, Équiterre
Annie Marquez, CIUSSS
Benoist De Peyrelongue, Cuisine collective Hochelaga-Maisonneuve
Claudia Atomei, AU/Lab
Diane Beaudet, Commissaire scolaire de Montréal
Gaëlle Janvier, Cultiver Montréal
Guillaume Cantin, La Transformerie
Jean-François Archambault, La Tablée des chefs
Thibaud Liné, La Cantine pour tous

Thibaud Renouf, Arrivage
Laura Howard, Récolte
Marie-Hélène Paquet, Parole d'exclus
Marjorie Northrup, Centre d'action bénévole du Grand Montréal
Pierre-Alexandre Blouin, Association des détaillants en alimentation du Québec
Pierre-Henri Minot, Montréal sans sida
Rachel Cheng, Réseau pour une alimentation durable
Sébastien Desaulniers, Club des petits déjeuners

Forum SAM 2019

Nous remercions les 170 participants et les partenaires d'organisation de l'événement, le Collège Dawson et la Fondation du Grand Montréal.

Révision

Un grand merci à Éliane Brisebois pour son travail de révision.

Montréal – Métropole en santé

L'équipe de travail de MMS, Anne Marie Aubert et Erika Salem, ainsi que les partenaires financiers

